

## 2005

### Propositions de Québec socialiste

#### **Pour un gel des paiements des intérêts de la dette publique**

1. En 2004, les dépenses d'intérêt du gouvernement du Québec et la part québécoise des dépenses d'intérêts du gouvernement fédéral se montent à un peu moins de 20 milliards \$. Cette somme équivaut au déficit social du Québec (voir ci-bas).
2. L'illégitimité de la dette publique résulte du refus des entreprises et des gens à revenus élevés à payer leur juste part d'impôt.
  - ✓ En 1950, au Canada, l'impôt perçu sur les profits était supérieur de 10% à l'impôt direct perçu sur les revenus personnels. En 1995, cet impôt n'était plus que le dixième de l'impôt total personnel.
  - ✓ En 1995, l'impôt sur les profits et sur le capital contribuait pour moins de 10% des revenus autonomes du gouvernement du Québec.
  - ✓ De 1976 à 1995, le taux maximum d'imposition des revenus élevés des personnes, fédéral et provincial combinés, a baissé de près de 25%.
  - ✓ En 2000, applicable au Québec seulement, le PLC et le PQ ont accordé des rabais d'impôt d'environ 40 milliards cumulés sur 5 ans (2000-2005).
3. Le remboursement de la dette publique est la priorité budgétaire du gouvernement fédéral, justifiant une réserve de 4 milliards \$ qui lui sera automatiquement affectée à moins de chocs économiques ou d'intenses pressions politiques. Existe aussi la possibilité de surplus qui lui serait aussi automatiquement affectée si la croissance économique était meilleure que prévue.
4. Le PQ a fait voté la « loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire » qui impose légalement la politique du « déficit zéro ».

En conséquence, l'UFP réclame :

- **le gel du remboursement de la dette publique, sauf pour les petits épargnants, jusqu'à l'atteinte du plein emploi.**

---

#### **Un déficit social de 20 milliards \$**

1. Méthode du ration dépenses publiques / PIB
  - a. Si le gouvernement *fédéral* dépensait au Québec 14.4% du PIB québécois en 2001-02, comme il le faisait en 1992-93, il dépenserait 10.5 milliards \$ de plus.
  - b. Si le gouvernement du *Québec* dépensait 22.8% du PIB québécois en 2001-02, comme il le faisait en 1992-93, il dépenserait 8.1 milliards \$ de plus.
1. Méthode du déficit/surplus

- a. De 1992-93 à 2000-2001, le déficit (surplus) budgétaire fait par l'ensemble des gouvernements fédéral et provinciaux est passé de moins 60 milliards \$ à plus 30 milliards \$, soit une différence de 90 milliards \$. Ensuite les importants rabais d'impôt accordés depuis 2000, on transféré le surplus aux entreprises et aux couches riches.
- b. Ce déficit social appliqué au Québec est d'environ le quart du total, soit un peu plus de 20 milliards \$